

Bruxelles, le 20.11.2024  
C(2024) 8330 final

**DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION**

**du 20.11.2024**

**relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République de  
Madagascar pour 2024**

# DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 20.11.2024

## relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République de Madagascar pour 2024

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union,

vu le règlement (UE, Euratom) 2024/2509 du Parlement européen et du Conseil du 23 Septembre 2024 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union<sup>1</sup>, et notamment son article 110,

vu le règlement (UE) 2021/947 du Parlement européen et du Conseil du 9 juin 2021 établissant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale — Europe dans le monde, modifiant et abrogeant la décision n° 466/2014/UE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant le règlement (UE) 2017/1601 du Parlement européen et du Conseil et le règlement (CE, Euratom) n° 480/2009 du Conseil<sup>2</sup>, et notamment son article 23(1),(2) et (5),

Considérant ce qui suit:

- (1) Aux fins de la mise en œuvre du plan d'action annuel en faveur de la République de Madagascar pour 2024, il est nécessaire d'adopter une décision annuelle de financement, qui constitue le programme de travail annuel, pour 2024. L'article 110(2) du règlement (UE, Euratom) 2024/2509 ('le règlement financier') établit des règles détaillées en matière de décisions de financement.
- (2) L'aide envisagée doit respecter les conditions et procédures prévues par les mesures restrictives adoptées conformément à l'article 215 du TFUE<sup>3</sup>.
- (3) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement financier.
- (4) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre du plan d'action, il y a lieu d'autoriser des modifications qui ne devraient pas être considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement financier.
- (5) Les actions contribuent à la prise en compte du climat et de la biodiversité, conformément à la communication de la Commission intitulée «Le pacte vert pour l'Europe»<sup>4</sup> et à l'accord interinstitutionnel du 16 décembre 2020 sur la discipline budgétaire, la coopération en matière budgétaire et la bonne gestion financière, ainsi

---

<sup>1</sup> OJ L 239, 26.9.2024, ELI: <http://data.europa.eu/eli/reg/2024/2509/oj>.

<sup>2</sup> JO L 209 du 14.6.2021, p. 1.

<sup>3</sup> [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu). Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de déterminer les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

<sup>4</sup> COM(2019) 640 final du 11 décembre 2019.

que sur de nouvelles ressources propres, comportant une feuille de route en vue de la mise en place de nouvelles ressources propres<sup>5</sup>.

- (6) La Commission a adopté le programme indicatif pluriannuel national pour la période 2021-2027<sup>6</sup>, modifié suite à l'examen mi-parcours<sup>7</sup>, qui établit les priorités suivantes: Gouvernance et développement humain, Croissance durable et emplois, Pacte vert.
- (7) Les objectifs poursuivis par le plan d'action annuel à financer au titre du règlement (UE) 2021/947 consistent à s'inscrire dans la lignée des cinq priorités stratégiques de l'UE pour l'action extérieure, avec un accent particulier sur « alliances et partenariats verts », « alliance pour une croissance et des emplois durables » et « gouvernance, paix et sécurité, développement humain ».
- (8) L'action intitulée « Programme d'Appui au Développement Intégré en Périphérie des Aires Protégées (PADIPAP) » a pour objectif de soutenir le développement intégré et durable des écosystèmes et des communautés vivant en périphérie des aires protégées. Cette action reposera sur 3 composantes : i) une composante de gestion durable et inclusive des ressources naturelles en périphéries des aires protégées; ii) une composante « économie verte » qui viendra soutenir les dynamiques de développement et d'exploitation durable des ressources naturelles en périphérie des aires protégées ; et iii) une composante institutionnelle qui soutiendra à la fois des réformes ciblées au niveau national et les mécanismes locaux de gestion, de coordination et de développement.
- (9) L'action intitulée « Programme d'appui au commerce pour une transformation économique à Madagascar » a pour objectif d'améliorer la croissance économique durable et inclusive à Madagascar, notamment pour les jeunes et les femmes. Cette action s'articule autour de trois objectifs spécifiques : i) améliorer l'environnement des affaires pour un accroissement des investissements privés inclusifs et durables dans les chaînes de valeur exportatrices ; ii) renforcer la compétitivité des MPME (micro, petites et moyennes entreprises) dans des chaînes de valeur ciblées, durables et sensibles au genre ; iii) améliorer l'accès au marché européen pour les MPME s'inscrivant dans des chaînes de valeur ciblées durables et responsables.
- (10) L'action intitulée « Eau et Assainissement à Toamasina » a pour objectif de doter Toamasina d'un secteur de l'eau et de l'assainissement plus inclusif, moderne, résilient au changement climatique à Madagascar, en phase avec son niveau de croissance démographique et économique en milieu urbain. Cette action repose sur une composante visant un accès inclusif aux services d'eau et d'assainissement de qualité et plus résilients face au changement climatique.
- (11) En vertu de l'article 26, paragraphe 1, du règlement (UE) 2021/947, l'action sera mise en œuvre en gestion indirecte.
- (12) La Commission doit assurer un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union en ce qui concerne les entités et les personnes chargées de l'exécution des fonds de

---

<sup>5</sup> JO L 433I du 22.12.2020, p. 28.

<sup>6</sup> Décision d'exécution de la Commission relative à l'adoption du programme indicatif pluriannuel pour la République de Madagascar pour la période 2021-2027, C(2021) 9059 final du 14.12.2021.

<sup>7</sup> Décision d'exécution de la Commission modifiant les programmes indicatifs pluriannuels nationaux, plurinationaux et régionaux 2021-2027 pour l'Afrique subsaharienne, l'Asie et le Pacifique, les Amériques et les Caraïbes et les programmes indicatifs pluriannuels concernant les organisations de la société civile, les défis mondiaux et les droits de l'homme et la démocratie, C(2024)7502 final du 31.10.2024.

l'Union en gestion indirecte, conformément à l'article 154, paragraphe 3, du règlement financier.

- (13) À cette fin, et avant qu'une convention de contribution soit signée, ces personnes et entités doivent soumettre leurs systèmes et procédures à une évaluation conformément à l'article 157, paragraphe 4, du règlement financier<sup>8</sup> et, le cas échéant, à des mesures de surveillance appropriées conformément à l'article 157, paragraphe 5, avant qu'une convention de contribution puisse être signée.
- (14) Le plan d'action prévu par la présente décision est conforme à l'avis du comité institué par l'article 45 du règlement (UE) 2021/947,

DÉCIDE:

#### *Article premier* *Plan d'action*

La décision de financement annuelle, constituant le plan d'action annuel en faveur de la République de Madagascar pour 2024, telle qu'elle figure dans les annexes, est adoptée.

Le plan d'action comporte les actions suivantes :

- (a) Programme d'Appui au Développement Intégré en Périphérie des Aires Protégées (PADIPAP), figurant à l'annexe 1;
- (b) Programme d'appui au commerce pour une transformation économique à Madagascar, figurant à l'annexe 2;
- (c) Eau et Assainissement à Toamasina, figurant à l'annexe 3.

#### *Article 2* *Contribution de l'Union*

Le montant maximal de la contribution de l'Union destinée à la mise en œuvre du plan d'action pour 2024 est fixé à 71 000 000 EUR, à financer par les crédits inscrits sur la ligne suivante du budget général de l'Union : 14.020122.

Les crédits indiqués au premier alinéa peuvent également servir au paiement d'intérêts de retard.

#### *Article 3* *Clause de flexibilité*

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum et ne dépassant pas 20 % du montant maximal de la contribution de l'Union fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées<sup>9</sup> des crédits alloués à des actions spécifiques ne dépassant pas 20 % de ladite contribution, ainsi que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement financier, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions.

---

<sup>8</sup> À l'exception des cas prévus à l'article 154, paragraphe 6, du règlement financier, pour lesquels la Commission peut décider de ne pas exiger une évaluation ex ante.

<sup>9</sup> Ces modifications peuvent venir de recettes affectées devenues disponibles après l'adoption de la décision de financement.

L'ordonnateur compétent peut effectuer les modifications visées au premier alinéa. Ces modifications sont appliquées dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

#### *Article 4*

##### *Modes d'exécution et entités ou personnes chargées de l'exécution*

L'exécution des actions menées en gestion indirecte, telles qu'exposées dans les annexes, peut être confiée aux entités ou aux personnes mentionnées ou sélectionnées conformément aux critères fixés au point 4.4.3 et 4.4.4 de l'annexe 1 et 4.4.1 de l'annexe 2.

Fait à Bruxelles, le 20.11.2024

*Par la Commission*  
*Jutta URPILAINEN*  
*Membre de la Commission*